

Procès-Verbal du conseil municipal
Séance du 21 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 21 novembre à 18h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 16 novembre 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : Stéphane SAUVEBOIS, maire,

Xavier SILLON, Stéphanie DEBOUT, Eric HAZAK, Jocelyne MARTIN, Laurent CAIOLO SERRA,

Delphine VAZEUX, Adjoints,

Philippe PRIMATESTA, maire délégué de Mont de Lans,

Jean-Noël CHALVIN, Brigitte MANIN, Virginie DUMONT, Mélanie FIAT, Etienne DRUMAIN,

Romain CHARREL, Simon LAVAUD, Agnès ARGENTIER, Stéphane GALLAND, Cécile NEYRAUD, conseillers municipaux.

Pouvoir : Florence BEL a donné son pouvoir à Delphine Vazeux

Michel Martin a donné son pouvoir à Xavier Sillon

Angélique AGUILAR a donné son pouvoir à Stéphanie Debout,

Estelle FAURE a donné son pouvoir à Brigitte Manin,

Louise TEXIER LELONG a donné son pouvoir à Mélanie Fiat

Secrétaire de séance : Delphine Vazeux

Monsieur le Maire ouvre la séance et présente les pouvoirs qui lui ont été remis

- Michel Martin donne pouvoir à Xavier Sillon
- Angélique Aguilar donne pouvoir à Stéphanie Debout
- Florence Bel donne pouvoir à Delphine Vazeux
- Louise Texier Lelong donne pouvoir à Mélanie Fiat

Il propose de retenir la candidature de Delphine Vazeux aux fonctions de secrétaire de séance.

Avant de passer à l'ordre du jour, Monsieur le Maire souhaite revenir sur les règles applicables en matière d'enregistrement des séances du conseil municipal suite à l'enregistrement audio de la dernière séance, publié par les conseillers municipaux de la minorité sous leur seule responsabilité.

Il rappelle qu'en application de l'article L2121-18 du Code général des collectivités territoriales qui consacre le caractère public des séances du conseil municipal, les conseillers municipaux sont autorisés à enregistrer les débats et à les diffuser.

Cependant, certaines modalités doivent être respectées pour défendre les droits des personnes présentes et pour garantir la régularité des enregistrements.

En premier lieu, ces enregistrements doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL car ils constituent du traitement de données à caractère personnel dans la mesure où il concerne des personnes identifiées ou identifiables. Or, cet enregistrement n'a pas respecté cette déclaration.

En deuxième lieu, il y a obligation d'information sur les modalités d'opposition, d'accès et de rectification des personnes identifiées ou identifiables.

Obligation qui n'a pas été réalisée.

En troisième lieu, si le droit à l'image ou à la voix d'un conseiller municipal ne peut être opposé à un tiers car l' élu est une personne publique, tel n'est pas le cas de celui des agents territoriaux qui assistent aux séances qui disposent d'un droit à l'image et à la voix, découlant du droit au respect de la vie privée impliquant leur consentement préalable avant tout enregistrement.

Consentement qui n'a pas été obtenu.

Monsieur le Maire souligne l'importance de ces règles et demande aux conseillers s'ils entendent procéder à l'enregistrement de la présente séance et à sa diffusion.

Agnès Argentier précise avoir reçu un courrier rappelant ces règles et ajoute qu'elle n'a procédé à aucun enregistrement, ni publication.

Elle reconnaît le cadre réglementaire pour le droit à l'image mais elle se dit surprise par ce qui est dit comme le droit à la voix concernant les agents publics territoriaux.

Elle souligne qu'il n'y a plus de déclaration à la CNIL depuis l'entrée en application en mai 2018, du Règlement européen sur la protection des données personnelles et que le texte original n'aborde que le droit à l'image et pas celui à la voix.

Elle considère que les agents territoriaux ne doivent pas s'exprimer en séance mais Monsieur le maire souligne qu'il peut tout à fait autoriser et demander l'intervention d'un technicien en séance.

Xavier Sillon intervient pour rappeler que les enregistrements doivent être signalés pour que le Maire puisse faire intervenir ou pas les techniciens.

Agnès Argentier estime que c'est de l'abus de pouvoir.

Simon Lavaud considère qu'il est souhaitable de prévenir dès lors où c'est diffusé. Au-delà de la loi, il faut être bienveillant.

Cécile Neyraud propose d'enregistrer à nouveau les séances et de les mettre en ligne comme auparavant.

Monsieur le Maire ne tient pas à faire un procès mais il a souhaité être clair et il considère que c'est son rôle de rappeler les règles. Il tient à engager des discussions et trouver des solutions qui conviennent à tout le monde.

Stéphane Galland souligne que pour l'avenir, il continuera à enregistrer et concernant les commissions municipales, il tient à y être inscrit pour que la démocratie soit respectée.

Monsieur le Maire précise que les commissions municipales ne sont pas obligatoires. Jocelyne Martin intervient pour préciser que si l'enregistrement est maintenu, elle demande qu'il soit diffusé dans son intégralité et non en partie, pour ne pas fausser la réalité des débats.

Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour et commence avec la présentation de la décision n° 2023-188 qu'il a prise dans le cadre des délégations consenties par le conseil municipal

Il s'agit d'acter la résiliation de la convention d'occupation du domaine public demandée par M. Stan Leraitre, propriétaire du manège « Carrousel 2 Alpes » car il n'est plus en mesure d'exploiter le manège.

Délibération n° 2023-208

Objet : Dispositif ORIL – Attribution de subventions

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que dans le cadre du dispositif relatif à l'Opération de Réhabilitation de l'Immobilier de Loisirs, plusieurs propriétaires ont déposé une demande de subvention.

M. Daniel Savoldelli, propriétaire d'un appartement (29 m²) dans la résidence « LE PLEIN SUD », a engagé des travaux de remplacement des menuiseries pour 6 319.50 € TTC

Ces travaux lui permettent de prétendre à une subvention de 1 500 €.

M. Fabien Bertholat, propriétaire d'un appartement (44 m²) dans la résidence « LES VIOLETTES », a engagé des travaux de remplacement des menuiseries pour 11 479.40 € TTC

Ces travaux lui permettent de prétendre à une subvention de 2 500 €.

Mme Estelle Dreyfuss, propriétaire d'un appartement (46 m²) dans la résidence « LE JANDRI 3 », a engagé des travaux de remplacement des menuiseries pour 16 371.70 € TTC.

Ces travaux lui permettent de prétendre à une subvention de 2 500 €.

Il rappelle que chaque dossier est instruit avant la réalisation des travaux.

Le conseil municipal approuve, à l'unanimité, l'attribution des subventions ORIL susvisées.

Délibération n° 2023-209

Objet : Actualisation et création de tarifs pour les services municipaux

Monsieur le Maire donne la parole à Jean-David Golly, Directeur général relayé par Sofiane Benyounes, Directeur général adjoint et financier, qui explique la proposition de revalorisation des tarifs, en raison notamment de l'inflation et de la hausse des prix des fournisseurs.

Il informe l'assemblée de la mise en place d'une tarification auprès des organisateurs en fonction de l'importance de la manifestation pour tenir compte des retombées, en termes de visibilité, d'attractivité, de rayonnement et de recettes, générées pour le territoire des Deux Alpes par des événements d'ampleur qui contribuent à la renommée internationale de la station. Il s'agit aussi de régulariser une situation d'occupation du domaine public suite à la reprise des locaux du Palais des sports en gestion directe par la commune.

Ces tarifs vont s'appliquer uniquement sur le Palais des sports dans l'attente d'une remise à plat de l'ensemble des tarifs pour 2024.

Monsieur le Maire ajoute que le domaine public ne peut être mis à disposition gratuitement pour une activité lucrative.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à l'unanimité, la revalorisation et la création des tarifs tels qu'ils ont été présentés en séance.

Délibération n° 2023-210

Objet : Commission Communale des Impôts Directs – constitution de la liste des contribuables

Monsieur le Maire précise que le conseil municipal doit dresser la liste des contribuables susceptibles d'être désignés membre de la commission communale des impôts directs par le Directeur Départemental des Finances Publiques.

La liste suivante, composée de 24 contribuables, est soumise à l'avis de l'assemblée :

Denis VIAL, Michel BALME, Rose-Marie CHARLAIX, Jacques COING, André BRUN, Florence TRACOL, Benjamin CLAUSE, Jean-Pierre CANAVESI, Christiane AMEVET, Yoann BOUTIN, Andréa CATELANI, Arnaud DESQUAIRES, Sébastien ARLLOT, Christian SOUNIER, Patrick DRU, Dominique DURAND, Sylvain ALLEGRET, Gilles MARE, Bruno CHAPERON, Corinne RAMOUSSET, Anne TURC-BARON, Jean-François ROCHE, Delphine BOURGEAT, Armand DUMONT.

Le conseil municipal, à l'unanimité, avec l'abstention d'Agnès Argentier, dresse la liste des 24 contribuables qui sera adressée à la DDFIP pour désignation des 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants.

Délibération n° 2023-211

Objet : Ecoles Mont de Lans Village et Venosc Village – Voyage scolaire au Lavandou – participation financières des familles

Brigitte Manin – Rapporteuse

Dans le cadre du prochain voyage scolaire que les écoles des villages de Mont de Lans et Venosc organiseront, les élèves participeront à une classe de voile au Lavandou en juin 2024 pour lequel le conseil municipal doit déterminer la participation financière des familles.

Brigitte Manin souligne que les propositions soumises à l'assemblée, ont été revues légèrement à la baisse pour permettre à un maximum d'enfants d'y participer. Elles sont les suivantes :

- 80 € pour le premier enfant,
- 60 € à partir du deuxième enfant

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à l'unanimité, les montants susvisés.

- Rise Festival – Convention à conclure pour prestations de service

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de retirer cette question car la facturation de l'évènement s'établira par l'intermédiaire des tarifs d'occupation du domaine public approuvés précédemment.

Délibération n° 2023-212

Objet : Convention à conclure avec SATA Group pour refacturation de l'électricité de la piscine et la patinoire éphémères

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'après la fermeture, en 2020, de la piscine et de la patinoire situées sur le plateau, la municipalité a souhaité proposer à la population locale et touristique deux équipements sportifs et de loisirs dits « éphémères » dans l'attente de disposer de ses propres infrastructures.

Dans l'attente d'une solution pérenne, les équipements ont été raccordés au réseau électrique de SATA Group alimentant une partie du domaine skiable et des remontées mécaniques.

Afin de formaliser cette mise à disposition à titre onéreux par l'exploitant des remontées mécaniques à la Commune, il est proposé de conventionner avec SATA Group pour définir les modalités de refacturation de l'électricité consommée par la Commune.

A la question de Simon Lavaud qui se demande si la refacturation est bien sans bénéfice pour SATA Group, Monsieur le Maire confirme.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve de conclure une convention de refacturation avec SATA Group.

Délibération n° 2023-213

Objet : Convention de prestation à conclure avec la commune d'Auris pour la préparation et la livraison de repas

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Commune d'Auris en Oisans sollicite la commune pour une prestation de production et de livraison de repas par la cuisine centrale à destination de la cantine du club enfant « les Marmottes » pour laquelle il faut conclure une convention pour fixer les modalités de règlement, étant précisé que le tarif du repas est fixé à 9,45 € TTC.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité, de conclure une convention de prestation pour la préparation et la livraison de repas avec la commune d'Auris en Oisans.

Délibération n° 2023-214

Objet : convention de prestation à conclure avec l'Ecole de Ski Française pour la préparation de repas

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le syndicat local des moniteurs de l'Ecole du Ski Français sollicite la commune pour conclure une convention de production et de service de repas par la cuisine centrale à destination des stagiaires et des personnels encadrants de l'école. La prestation comprend la préparation des repas et le service au réfectoire du pôle enfance.

Le coût du repas s'établit à 11,81 € T.T.C sur la durée de la convention, soit du 1^{er} décembre 2023 au 30 novembre 2024.

Xavier Sillon et Etienne Drumain signalent qu'ils ne prennent pas part au vote.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal approuve de conclure la convention susvisée.

- Convention d'aide au maintien des professionnels de santé de la Maison de Santé

Monsieur le Maire informe l'assemblée que des éléments sont manquants dans ce dossier et n'ont pas permis la rédaction de la délibération. Il est cependant précisé que l'objet est de formaliser par convention, les objectifs de chaque partie de manière à éviter les problématiques de la patientèle et les blessés des pistes.

L'ensemble des objectifs de la convention sera proposé lors de la prochaine séance.

La MSP peut accueillir aisément la patientèle classique mais rencontre des difficultés pour l'accueil des blessés des pistes et pour cela un chalet sera monté encore une fois cet hiver dans l'attente de trouver un local mieux adapté.

Jocelyne Martin précise qu'il y aura un dentiste supplémentaire pour cette saison hivernale.

Monsieur le Maire propose le retrait de cette question.

Délibération n° 2023-215

Objet : Cinéma Le Slalom – conditions de dépôt des listes pour la création de la commission de délégation de service public

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de la procédure pour la passation d'un contrat de délégation de service public pour l'exploitation du cinéma Le Slalom, l'intervention d'une Commission de Délégation de Service Public (CDSP) s'impose à la collectivité.

Il invite l'assemblée à constituer une liste même s'il souhaite faire une proposition.

Agnès Argentier demande quel est le rôle de cette commission ; recevoir les offres ou établir le cahier des charges.

Monsieur le Maire répond que la CDSP se limite à retenir le candidat. L'objectif est d'obtenir un exploitant pour cet hiver.

Monsieur le maire laisse le choix de constituer une liste nouvelle ou de reprendre les mêmes représentants que ceux de la Commission d'Appel d'Offres actuelle.

L'assemblée souhaite maintenir les mêmes représentants et propose les candidats suivants

- Titulaires : Eric HAZAK, Delphine VAZEUX, Cécile NEYRAUD

- Suppléants : Stéphanie DEBOUT, Angélique AGUILAR, Stéphane GALLAND

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le dépôt de la liste telle que présentée en séance.

Délibération n° 2023-216

Objet : Cinéma Le Slalom – élection des membres de la CDSP

Avec l'accord de l'assemblée, Monsieur le maire propose de soumettre au vote à main levée, la liste des représentants composant la Commission d'appel d'offres, à savoir :

- Titulaires : Eric HAZAK, Delphine VAZEUX, Cécile NEYRAUD
- Suppléants : Stéphanie DEBOUT, Angélique AGUILAR, Stéphane GALLAND

pour créer la commission DSP pour le contrat d'exploitation du cinéma Le Slalom.

Après avoir procédé au scrutin public, à main levée, le conseil municipal, à l'unanimité, déclare que les membres de la commission DSP pour le contrat d'exploitation du cinéma Le Slalom, sont les suivants :

- Titulaires : Eric HAZAK, Delphine VAZEUX, Cécile NEYRAUD
- Suppléants : Stéphanie DEBOUT, Angélique AGUILAR, Stéphane GALLAND

Délibération n° 2023-217

Objet : Acquisition de parcelles vendues par Mme FONTANT

Monsieur le maire rappelle la nécessité pour la collectivité, de créer une réserve incendie au Pénail. Ce site est sur le point d'être retenu par le SDIS et la propriétaire, Mme Fontant, accepte de vendre ses parcelles pour un montant de 13 600.08 €. Les parcelles concernées sont :

- 253A285 – 829m² x 1.52€ = 1260.08
- 253A424 – 1212m² (800m²x1.52€ + 412m²x7.62€) = 4355.44€
- 253A426 – 230m² x 1.52€ = 349.60€
- 253A427 - 807m² x 1.52€ = 1226.64€
- 253A429 – 830m² x 1.52€ = 1261.60€
- 253A431 – 390 m² x 1.52€ = 592.80€
- 253A1644 – 5992 x 0.76€ = 4553.92€

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'acquisition des parcelles susvisées à Mme Fontant pour un montant total de 13 600.08 €.

Délibération n° 2023-218

Objet : Acquisition de parcelles vendues par M. Jacky CHARREL (Romain Charrel ne prendra pas part au vote)

Monsieur le Maire propose d'acheter les parcelles à M. Jacky Charrel pour un montant de 116 024.14€. Il explique que le terrain de Champamé à proximité est déjà communal et cette acquisition foncière permettra de lever les inconvénients fonciers pour régulariser la présence d'enneigeurs, d'un tapis, d'un chalet et d'une partie du chemin. Les parcelles concernées sont :

- 253AK22 – 2430m²
- 253AK23 – 2430m²
- 253AK47 – 2098m²
- 253AK49 - 428m²

Sur la surface totale de 7386m², une superficie de 7085m² se trouve en zone NS vendue à 15.24€/m² et une autre de 301m² en zone NLS vendue à 26.74€/m² soit un total de 116 024.14€ .

Avant de procéder au vote, Romain Charrel précise qu'il ne prend pas part au vote.

Le conseil municipal, à l'unanimité avec l'abstention d'Agnès Argentier, approuve l'acquisition à M. Jacky Charrel, des parcelles susvisées.

Délibération n° 2023-219

Objet : Modalités de mise en œuvre de l'Action sociale en faveur des agents communaux

Jocelyne Martin expose à l'assemblée que la délibération n° 2023-202 approuvée en séance du 24 octobre dernier n'a pas intégré tous les événements familiaux autorisés par la lettre ministérielle du 12 décembre 1988.

Cette erreur matérielle doit être corrigée par une nouvelle délibération étant précisé que même si la délibération liste tous les événements familiaux, cela offre ces possibilités sans qu'il y ait une quelconque obligation de les mettre en place par la commune.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la mise en place des prestations sociales susvisées.

Stéphane Galland revient sur le crédit-bail et vise l'article R2222-3 du CGCT qui stipule :

« Dans toute commune ou établissement ayant plus de 75 000 euros de recettes de fonctionnement, les comptes mentionnés à l'article R. 2222-1 sont en outre examinés par une commission de contrôle dont la composition est fixée par une délibération du conseil municipal ou du conseil de l'établissement. »

Il demande, s'il est possible comme la loi le permet, de mettre en place cette commission.

Monsieur le maire propose de vérifier cette possibilité et le Directeur général ajoute qu'il est envisagé la création d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux qui intervient dans le champ des services publics locaux confiés à un tiers par convention de DSP. Il s'agit d'une pratique courante dans les communes pour demander au délégataire de présenter ses comptes financiers et ainsi obtenir suffisamment d'éléments pour prendre les décisions qui s'imposent.

M. Galland demande également à disposer d'un droit d'expression sur le site de la commune.

Monsieur le maire confirme que le droit d'expression est bien prévu et que la minorité en sera informée.

Cécile Neyraud et Stéphane Galland signalent que leurs adresses de messagerie ne sont plus correctes.

Monsieur le Maire lève la séance à 19h.

Le Maire, Stéphane SAUVEBOIS



Delphine VAZEUX, secrétaire de séance

A handwritten signature in blue ink, corresponding to Delphine Vazeux, the secretary of the meeting.